



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
Cellule territoriale

Annecy, le **4 AOUT 2022**

3 rue Paul Guiton
74000 - ANNECY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 juillet 2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LABORATOIRES GALDERMA

ZI TOUVIERE
74540 ALBY SUR CHERAN

Références : 20220728-RAP-InspectionFFF_Galderma_Georisques
Code AIOT : 0006104519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 juillet 2022 dans l'établissement LABORATOIRES GALDERMA implanté ZI TOUVIERE à 74540 ALBY-SUR-CHERAN. L'inspection a été annoncée par courrier en date du 29 juin 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La production, la mise sur le marché et la collecte des fluides frigorigènes à base de chlorofluorocarbures (CFC), hydrochlorofluorocarbures (HCFC) et hydrofluorocarbures (HFC) sont encadrées par un dispositif réglementaire en vue de limiter les émissions atmosphériques de ces fluides, qui ont un impact néfaste sur le système climatique mondial et pour certains d'entre eux sur la couche d'ozone.

Ce dispositif réglementaire est constitué principalement par :

- le règlement (CE) n° 1005/2009 du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (règlement SAO),
- le règlement (CE) n° 517/2014 du 16 avril 2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés (règlement dit F-gaz),
- les articles R. 543-75 à R. 543-123 du code de l'environnement, complétés par plusieurs arrêtés ministériels dont celui en date du 29 février 2016 modifié, relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés, qui fixe notamment les conditions de contrôle de l'étanchéité des équipements frigorifiques et climatiques mettant en œuvre ces fluides.

Les inspections effectuées chez les détenteurs d'équipements de production de froid visent à vérifier que ceux-ci mettent en œuvre les mesures nécessaires en application de la réglementation précitée, pour garantir l'absence de fuite à l'atmosphère de fluides frigorigènes fluorés et pour assurer ainsi le confinement de ces derniers.

La visite d'inspection réalisée le 28 juillet 2022 au sein de l'établissement de la société LABORATOIRES GALDERMA, sis ZI TOUVIERE à ALBY-SUR-CHERAN, s'est inscrite notamment dans ce cadre.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LABORATOIRES GALDERMA
- ZI TOUVIERE 74540 ALBY-SUR-CHERAN
- Code AIOT : 0006104519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société LABORATOIRES GALDERMA est spécialisée dans la recherche, le développement et la commercialisation de solutions en dermatologie, principalement à des fins pharmaceutiques mais aussi cosmétiques.

Son établissement d'Alby-sur-Chéran comprend deux unités :

- l'unité dite de « Montdésir » dédiée à la fabrication industrielle et au conditionnement des produits ainsi qu'à la logistique (magasins de stockage des matières premières et des produits finis, organisation des expéditions),
- l'unité dénommée « Touvière » qui assure le développement industriel des produits au moyen de petites installations de fabrication et de laboratoires et qui est en charge du contrôle qualité.

Le site s'étend sur 17 hectares, dont 2 hectares sont occupés par les bâtiments (fabrication, stockages, développement industriel, laboratoires,...), et emploie 366 personnes (chiffage à fin 2021).

Sur le plan administratif, il a fait principalement l'objet d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 8 mars 2012, au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, modifié le 13 mars 2015 et le 21 mars 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle du respect d'une partie de la réglementation applicable aux fluides frigorigènes fluorés, utilisés sur le site pour la production de froid

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Etiquetage des équipements	Règlement européen du 16/04/2014, article 12 § 1, 3 et 4	/	Lettre de suite	12 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
13	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Etiquetage des équipements	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-77	/	Lettre de suite	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Interdict. usage CFC au 01/07/2016	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-93	/	Sans objet
7	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Contenu des fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, articles 5 et 11	/	Sans objet
9	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Fréquence de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Utilisation d'équipement s contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Dispositions en l'absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet
11	Utilisation d'équipement s contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Dispositions en cas de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Interdict. recharge équipement en HCFC au 01/01/2015	Règlement européen du 16/09/2009, articles 5-§1, 11.3 et 11.4	/	Sans objet
3	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Interdict. recharge équipement en HFC neuf de PRP>ou=2500 au 01/01/2020	Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Tenue d'un registre par équipement	Règlement européen du 16/04/2014, article 6 § 1 et § 2	/	Sans objet
5	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Attestation de capacité de l'opérateur	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78	/	Sans objet
6	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82	/	Sans objet
8	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Contrôle d'étanchéité	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79	/	Sans objet
14	Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF) - Étiquetage équipements - Etat des stocks - Tuyauteries équipements clos	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, points 3.2, 3.3 et 4.3 de l'annexe I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement exploite divers équipements de production de froid pour les besoins des activités pratiquées ainsi que pour la climatisation des locaux, d'après la liste de ces équipements établie par l'exploitant et les informations que celui-ci a fournies au cours de l'inspection du site.

Les fluides frigorigènes contenus dans ces équipements appartiennent pour la plupart à la catégorie des hydrofluorocarbures (HFC) ou assimilés. Il s'agit du R-32, du R-134a, du R-404A, du R-407F, du R-442A, du R-452A (mélange d'HFC et de HFO), et du R-410A.

Un équipement de production de froid contient du CO₂ (R-744), tandis qu'un autre contient du HFO pur (hydrofluoroléfine - R-1234ze). Ces appareils ne sont pas soumis aux dispositions réglementaires susmentionnées.

Toutefois, la liste établie par l'exploitant a fait état de quelques équipements de production de froid contenant une très faible charge de fluide frigorigène (moins d'un kg) dont la nature n'a pas été renseignée.

L'exploitant confirmera sous un mois à l'inspection des installations classées que ces équipements ne contiennent pas de chlorofluorocarbures (CFC), à moins qu'il s'agisse d'appareils à circuit hermétique ne présentant aucun orifice permettant de les recharger en fluide frigorigène, et ne contiennent pas non plus d'hydrochlorofluorocarbures (HCFC) comme indiqué au cours de la visite d'inspection.

Un prestataire intervient principalement pour les opérations de maintenance et de contrôle d'étanchéité des équipements de production de froid employés sur le site : la société LANSARD ENERGIE située 110 route des Contamines à 74370 Argonay. La société TRANE, située 209 rue de Moutti Sud - ZAE Moutti Sud à 74540 Alby-sur-Chéran et fabricant de certains équipements de production de froid exploités, peut aussi être amenée à intervenir sur le site. Ces prestataires disposent de l'attestation de capacité requise.

Les fiches d'intervention établies par les prestataires précités, à conserver pendant au moins cinq ans, sont rangées au format papier dans un classeur unique par équipement de production de froid. Ce mode de classement peut faire office de registre par équipement, tel qu'imposé par le règlement (CE) n° 517/2014 du 16 avril 2014.

Les fiches d'intervention examinées au cours de l'inspection ont été établies avec le formulaire CERFA n° 15497 (2). Une anomalie mineure a été relevée sur quelques-unes d'entre elles, à savoir l'absence de signature de l'exploitant en tant que détenteur des équipements contrôlés. L'exploitant veillera à l'avenir à bien signer le cadre qui lui est réservé sur toutes les fiches d'intervention visant des équipements dont la charge en HFC est supérieure ou égale à 5 tonnes équivalent CO₂.

Par ailleurs, il s'avère que le prestataire principalement en charge du contrôle d'étanchéité des équipements de production de froid a contrôlé dernièrement un des équipements de marque TRANE employés sur le site et comprenant deux circuits de refroidissement (équipement situé à l'extérieur de l'unité de Touvière, type RTAF175 et portant le n° de série EKY0881). Son intervention l'a conduit à identifier une fuite sur un des deux circuits et à arrêter et vidanger ce dernier en vue d'une réparation ultérieure (attente de pièce), l'autre circuit non défectueux de l'appareil étant resté en fonctionnement.

Or, pour des raisons de nature informatique et organisationnelle (voir les détails plus loin dans le présent rapport), le prestataire n'a pas encore établi la fiche d'intervention requise comme l'impose pourtant l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié, relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés. Il devra y remédier en établissant cette fiche d'intervention, si besoin par tout autre moyen que l'application informatique qu'il utilise. L'exploitant adressera une copie de cette fiche d'intervention sous un mois à l'inspection des installations classées.

De plus, conformément aux dispositions de l'article précité de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié, le prestataire devra apposer sous un mois un marquage amovible sur le circuit de l'équipement nécessitant une réparation. Ce marquage amovible pourra être constitué par exemple d'une vignette rouge en complément de la vignette bleue déjà présente, dans la mesure où l'autre circuit non défectueux de l'équipement demeure en fonctionnement.

L'exploitant portera ces constats et les mesures correctives à engager à la connaissance du prestataire, afin que celui-ci puisse s'y conformer.

Les derniers contrôles d'étanchéité effectués étaient en cours de validité pour les équipements examinés le jour de l'inspection, au regard de leur périodicité fixée réglementairement à au moins tous les six ou douze mois suivant l'équipement considéré. Cette périodicité a été en outre satisfaite entre les deux derniers contrôles d'étanchéité intervenus.

S'agissant des contrôles d'étanchéité antérieurs, relatifs aux deux équipements de marque TRANE examinés et dont la périodicité est d'au moins tous les six mois, le second prestataire et fabricant de ces équipements serait intervenu entre mai 2021 et février 2022 d'après les informations recueillies au cours de l'inspection, et aurait établi des fiches d'intervention non présentes dans le classeur de rangement. L'exploitant fera parvenir une copie de ces fiches sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées, et prendra soin désormais de bien les conserver dans le classeur.

En tout état de cause, il veillera à l'avenir à respecter strictement la fréquence de contrôle d'étanchéité qui s'impose aux équipements de production de froid concernés par ce contrôle.

Enfin, d'après la liste établie par l'exploitant des équipements de production de froid employés sur le site, un appareil de marque DAIKIN implanté dans le local B 117, type RZQG71L8V1B et portant le n° de série 1301974, n'est pas soumis à un contrôle périodique d'étanchéité alors que sa charge en R-410A de 2,9 kg soit 6,055 tonnes équivalent CO₂ le soumet à ce contrôle au moins tous les douze mois.

S'il s'agit d'un équipement en doublon, déjà recensé dans la liste et bien soumis à un contrôle périodique d'étanchéité au moins tous les douze mois comme l'a laissé entendre l'exploitant, ce dernier adressera alors sous un mois à l'inspection des installations classées la liste des équipements corrigée.

Dans le cas contraire, il transmettra sous le même délai à l'inspection des installations classées les fiches d'intervention relatives à l'équipement susmentionné, correspondant aux deux derniers contrôles périodiques d'étanchéité.

Concernant les vignettes de contrôle d'étanchéité (macarons) apposées sur les équipements par les prestataires intervenus, il a été observé que celle présente sur l'équipement LENNOX de type FHM 085N et portant le n° de série 269235-1 1/1 a été datée de l'année 2022 alors que l'année de validité est en l'occurrence 2023 (périodicité de douze mois). Il est rappelé que la vignette doit indiquer la date limite de validité du contrôle d'étanchéité, et non pas la date dudit contrôle.

Les mentions portées sur cette même vignette étaient en outre difficilement lisibles le jour de la visite car en grande partie effacées. Le prestataire intervenu devra donc remplacer cette vignette par une nouvelle vignette correctement datée, sous un délai d'un mois.

Les prestataires devront aussi faire le nécessaire afin que les mentions portées soient suffisamment résistantes (indélébiles) au moins durant la période de validité des vignettes.

De plus, sur plusieurs équipements de production de froid, deux vignettes étaient apposées correspondant aux deux derniers contrôles d'étanchéité. Une telle pratique sera dorénavant à proscrire dans la mesure où l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié impose de substituer une nouvelle vignette à la précédente.

Il conviendra également que l'exploitant porte les observations sur les vignettes à la connaissance de ses prestataires, afin que ceux-ci puissent prendre des dispositions pour y répondre.

Enfin, sur les équipements de production de froid examinés le jour de l'inspection, était présente la plaque signalétique du constructeur comportant au mieux le nom du fluide, sa quantité exprimée en poids, ainsi que le potentiel de réchauffement planétaire (Global Warming Potential - GWP en anglais).

Ces plaques signalétiques ne peuvent pas se substituer à l'étiquette réglementaire qui en l'occurrence était absente, devant mentionner que l'équipement contient un gaz à effet de serre fluoré, avec l'indication du nom chimique du fluide, de sa quantité exprimée en poids, de sa quantité exprimée en équivalent CO₂, et de son potentiel de réchauffement planétaire.

Aussi, l'exploitant devra faire apposer l'étiquette réglementaire sur les appareils concernés de façon visible, lisible et indélébile, au plus tard lors de leur prochain contrôle d'étanchéité, et fera suivre à l'inspection des installations classées des photographies pour justifier de la réalisation de l'opération.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-93
Thème(s) : Produits chimiques - Interdict. usage CFC au 01/07/2016
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Toute personne détenant des fluides frigorigènes de la catégorie des CFC, y compris ceux contenus dans des équipements, s'en défait au plus tard le 1er juillet 2016. Ces fluides sont récupérés conformément aux dispositions de la présente section.</p> <p>Le présent article ne s'applique pas aux CFC contenus dans des équipements à circuit hermétique ne présentant aucun orifice permettant de les recharger en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats : Selon la liste établie par l'exploitant des équipements de production de froid employés sur le site, les fluides frigorigènes contenus dans ces équipements appartiennent pour la plupart à la catégorie des hydrofluorocarbures (HFC) ou assimilés. Il s'agit du R-32, du R-134a, du R-404A, du R-407F, du R-442A, du R-452A (mélange d'HFC et de HFO), et du R-410A.</p> <p>Un équipement de production de froid contient du CO₂ (R-744), tandis qu'un autre contient du HFO pur (hydrofluoroléfine - R-1234ze).</p> <p>Toutefois, la liste établie a fait état de quelques équipements contenant une très faible charge de fluide frigorigène (moins d'un kg) dont la nature n'a pas été renseignée.</p> <p>L'exploitant confirmera sous un mois à l'inspection des installations classées que ces équipements ne contiennent pas de chlorofluorocarbures (CFC), à moins qu'il s'agisse d'appareils à circuit hermétique ne présentant aucun orifice permettant de les recharger en fluide frigorigène.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/09/2009, articles 5-§1, 11.3 et 11.4
Thème(s) : Produits chimiques - Interdict. recharge équipement en HCFC au 01/01/2015
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 5-§1 : La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Art. 11.3 : Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants [...]. Art. 11.4 : Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants [...].
Constats : Selon la liste établie par l'exploitant des équipements de production de froid employés sur le site, les fluides frigorigènes contenus dans ces équipements appartiennent pour la plupart à la catégorie des hydrofluorocarbures (HFC) ou assimilés. Il s'agit du R-32, du R-134a, du R-404A, du R-407F, du R-442A, du R-452A (mélange d'HFC et de HFO), et du R-410A. Un équipement de production de froid contient du CO ₂ (R-744), tandis qu'un autre contient du HFO pur (hydrofluoroléfine - R-1234ze). Toutefois, la liste établie a fait état de quelques équipements contenant une très faible charge de fluide frigorigène (moins d'un kg) dont la nature n'a pas été renseignée. L'exploitant confirmera sous un mois à l'inspection des installations classées que ces équipements ne contiennent pas d'hydrochlorofluorocarbures (HCFC), comme indiqué au cours de la visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 13.3
Thème(s) : Produits chimiques - Interdict. recharge équipement en HFC neuf de PRP>ou=2500 au 01/01/2020
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO₂ ou plus, est interdite.</p> <p>[...]</p> <p>Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes :</p> <p>a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6;</p> <p>b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.</p>
<p>Constats :</p> <p>Parmi les fluides frigorigènes fluorés contenus dans les équipements de production de froid employés, seul le fluide R-404A a un potentiel de réchauffement planétaire ou global (PRP ou PRG) atteignant au moins les 2 500 (en l'espèce 3 922).</p> <p>Toutefois, les équipements contenant ce fluide ont une charge inférieure à 40 tonnes équivalent CO₂.</p> <p>Ils ne sont donc pas concernés par les dispositions du règlement (CE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, interdisant l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés d'un potentiel de réchauffement planétaire supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération qui ont une charge d'au moins 40 tonnes équivalent CO₂ (interdiction d'utilisation de fluides neufs depuis le 1er janvier 2020, et à compter du 1er janvier 2030 pour les fluides régénérés ou recyclés).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 6 § 1 et § 2
Thème(s) : Produits chimiques - Tenue d'un registre par équipement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, établissent et tiennent à jour, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la quantité et le type de gaz à effet de serre fluorés installés; b) les quantités de gaz à effet de serre fluorés ajoutées pendant l'installation, la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite; c) la quantité de gaz à effet de serre fluorés installés qui a été éventuellement recyclée ou régénérée, y compris le nom et l'adresse de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat; d) la quantité de gaz à effet de serre fluorés récupérée; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la réparation ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat; f) les dates et les résultats des contrôles effectués au titre de l'article 4, paragraphes 1 à 3; g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz à effet de serre fluorés. <p>2. À moins que les registres visés au paragraphe 1 ne soient conservés dans une base de données établie par les autorités compétentes des États membres, les règles ci-après s'appliquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les exploitants visés au paragraphe 1 conservent les registres visés audit paragraphe pendant au moins cinq ans; [...] <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait savoir que les fiches d'intervention établies lors des contrôles d'étanchéité sont rangées au format papier dans un classeur unique, par équipement de production de froid (un onglet par équipement).</p> <p>Ce classeur a été présenté au cours de l'inspection et comprenait diverses fiches d'intervention.</p> <p>Un tel mode de classement peut faire office de registre par équipement soumis à un contrôle périodique d'étanchéité, dans la mesure où les éléments d'informations devant être présents dans le registre sont aussi portés sur les fiches d'intervention. Celles-ci sont à conserver pendant au moins cinq ans.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-78
Thème(s) : Produits chimiques - Attestation de capacité de l'opérateur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français. [...] Toutefois, le recours à un opérateur n'est pas obligatoire pour la mise en service des équipements à circuit hermétique, préchargés en fluide frigorigène, contenant moins de deux kilogrammes de fluide dès lors que leur mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique. Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.
Constats : Un prestataire intervient principalement pour les opérations de maintenance et de contrôle d'étanchéité des équipements de production de froid employés sur le site : la société LANSARD ENERGIE située 110 route des Contamines à 74370 Argonay. La société TRANE, située 209 rue de Moutti Sud - ZAE Moutti Sud à 74540 Alby-sur-Chéran et fabricant de certains équipements de production de froid exploités, peut aussi être amenée à intervenir sur le site d'après les renseignements obtenus. Selon le site internet SYDEREP de l'ADEME, les sociétés LANSARD ENERGIE et TRANE disposent de l'attestation de capacité pour la catégorie 1 d'activités, soit pour le contrôle d'étanchéité, la maintenance et l'entretien, l'assemblage, la mise en service, et la récupération des fluides de tous les équipements de réfrigération, de climatisation et de pompe à chaleur (n° d'attestation de capacité 366906 et 15200 respectivement).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-82
Thème(s) : Produits chimiques - Fiches d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO ₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus. [...]
Constats : Comme indiqué plus haut, le classeur de rangement présenté le jour de l'inspection comportait diverses fiches d'intervention. Cependant, parmi les fiches d'intervention examinées, il a été constaté que quelques-unes d'entre elles n'avaient pas été signées par l'exploitant en tant que détenteur des équipements contrôlés. L'exploitant veillera à l'avenir à bien signer le cadre qui lui est réservé sur toutes les fiches d'intervention visant des équipements dont la charge en HFC est supérieure ou égale à 5 tonnes équivalent CO ₂ .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, articles 5 et 11
Thème(s) : Produits chimiques - Contenu des fiches d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Art. 5 : L'opérateur qui a effectué les contrôles prévus au premier alinéa de l'article 1er consigne sur la fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement les résultats du contrôle d'étanchéité.</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) l'opérateur qui a effectué les contrôles prévus au premier alinéa de l'article 1er du présent arrêté consigne sur la fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement les réparations effectuées ou à effectuer.</p> <p>Cette fiche indique en particulier chacun des circuits et des points de l'équipement où une fuite a été détectée. L'opérateur appose un marquage amovible sur les composants de l'équipement nécessitant une réparation.</p> <p>Art. 11 : La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée.</p> <p>Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.</p> <p>Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (2) comme fiche d'intervention.</p>
Constats : <p>Les fiches d'intervention examinées au cours de l'inspection ont été établies avec le formulaire CERFA n° 15497 (2).</p> <p>Leur examen n'a pas mis en évidence d'anomalie notable, bien que l'absence de signature par l'exploitant en tant que détenteur des équipements contrôlés ait été relevée sur quelques-unes d'entre elles (voir le point de contrôle n° 6 ci-dessus).</p> <p>Les coordonnées du prestataire intervenu et son numéro d'attestation de capacité ont été inscrits sur les fiches examinées, ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée.</p> <p>Le résultat du contrôle d'étanchéité réalisé y a été aussi reporté. Certaines fiches ont fait état d'une fuite sur l'équipement contrôlé, complétée par les réparations immédiatement effectuées et la quantité de fluide rajoutée et/ou réintroduite. D'autres fiches ont fait état d'opérations de maintenance avec les quantités de fluide réintroduites. Une fiche a mentionné une quantité de fluide évacuée sous forme de déchet (voir les détails plus loin dans le présent rapport).</p> <p>Cependant, selon le prestataire présent au cours de l'inspection (société LANSARD ENERGIE), celui-ci est intervenu dernièrement sur un des équipements de production de froid de marque TRANE employés sur le site et comprenant deux circuits de refroidissement (équipement situé à l'extérieur de l'unité de Touvière, type RTAF175 et portant le n° de série EKY0881). Son intervention l'a conduit à identifier une fuite sur un des deux circuits et à arrêter et vidanger ce dernier en vue d'une réparation ultérieure (attente de pièce). L'autre circuit non défectueux de l'appareil est resté en fonctionnement.</p>

Or, il s'avère que ce prestataire n'a pas encore établi de fiche d'intervention, car l'application informatique qu'il utilise pour ce faire l'en a empêché d'après ses dires, en raison d'une information manquante à reporter dessus. Cette information manquante serait le n° d'identification de la bouteille ayant servi à recueillir le fluide vidangé, non encore attribué du fait que la bouteille demeure à proximité immédiate de l'équipement en attente de réparation.

Cette situation n'est pas satisfaisante au regard des dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié, relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés, qui prévoient que l'opérateur ayant effectué le contrôle doit consigner sur la fiche d'intervention les réparations à effectuer et y indiquer le circuit où une fuite a été détectée.

En conséquence, le prestataire devra corriger cette situation en établissant la fiche d'intervention requise, si besoin par tout autre moyen que son application informatique. L'exploitant adressera une copie de cette fiche d'intervention sous un mois à l'inspection des installations classées.

De plus, le jour de l'inspection, l'équipement de production de froid concerné comportait une vignette bleue laissant présumer une absence de fuite et de réparation nécessaire.

Conformément aux dispositions de l'article précité de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié, le prestataire devra apposer sous un mois un marquage amovible sur le circuit de l'équipement nécessitant une réparation. Ce marquage amovible pourra être constitué par exemple d'une vignette rouge en complément de la vignette bleue déjà présente, dans la mesure où l'autre circuit non défectueux de l'équipement demeure en fonctionnement.

L'exploitant portera ces constats et les mesures correctives à engager à la connaissance du prestataire, afin que celui-ci puisse s'y conformer.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-79
Thème(s) : Produits chimiques - Contrôle d'étanchéité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO₂ au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.</p> <p>Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement.</p> <p>Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée.</p> <p>Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO₂ de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'Etat dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait appel principalement à un prestataire pour le contrôle périodique d'étanchéité des équipements de production de froid soumis à ce contrôle : la société LANSARD ENERGIE située 110 route des Contamines à 74370 Argonay.</p> <p>Un autre prestataire peut aussi être amené à intervenir sur le site d'après les renseignements obtenus : la société TRANE située 209 rue de Moutti Sud - ZAE Moutti Sud à 74540 Alby-sur-Chéran et qui est le fabricant de certains équipements de production de froid employés.</p> <p>Ces deux prestataires disposent de l'attestation de capacité requise.</p> <p>Les détails des derniers contrôles d'étanchéité effectués et du respect ou non de la périodicité de contrôle sont développés plus loin dans le présent rapport.</p> <p>Selon les informations et éléments techniques recueillis au cours de l'inspection, aucun équipement de production de froid employé ne contient plus de trois cents kilogrammes de HCFC (pas d'usage de HCFC a priori) ou plus de 500 tonnes équivalent CO₂ de HFC.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Produits chimiques - Fréquence de contrôle d'étanchéité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : La période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1^{er} est précisée dans le tableau suivant :</p> <p>Catégorie de fluide : HCFC</p> <p>==> Pour une charge en fluide frigorigène de l'équipement supérieure ou égale à 2 kg et inférieure à 30 kg : 12 mois. ==> Pour une charge en fluide frigorigène de l'équipement supérieure ou égale à 30 kg et inférieure à 300 kg : 6 mois. ==> Pour une charge en fluide frigorigène de l'équipement supérieure ou égale à 300 kg : 3 mois.</p> <p>Catégorie de fluide : HFC, PFC</p> <p>==> Pour une charge en fluide frigorigène de l'équipement supérieure ou égale à 5 t. éq. CO₂ et inférieure à 50 t. éq. CO₂ : - 12 mois en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 ; - 24 mois si un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 est installé.</p> <p>==> Pour une charge en fluide frigorigène de l'équipement supérieure ou égale à 50 t. éq. CO₂ et inférieure à 500 t. éq. CO₂ : - 6 mois en l'absence de système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 ; - 12 mois si un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3 est installé.</p> <p>==> Pour une charge en fluide frigorigène de l'équipement supérieure ou égale à 500 t. éq. CO₂ : 6 mois (avec obligation d'un système permanent de détection de fuite répondant aux exigences du I. et II. de l'article 3).</p>
<p>Constats : L'inspection réalisée a permis de vérifier par calcul la charge en tonnes équivalent CO₂ des fluides frigorigènes fluorés (HFC) contenus dans les équipements de production de froid employés sur le site, en s'appuyant sur la liste des équipements fournie par l'exploitant et sur les constats effectués.</p> <p>Les équipements de production de froid employés sont dépourvus de détecteur de fuite, en accord avec la réglementation en vigueur.</p> <p>Il en ressort que plusieurs équipements sont soumis à un contrôle périodique d'étanchéité au moins tous les six mois, en raison de leurs charges en fluides frigorigènes fluorés comprises entre 50 et 500 tonnes équivalent CO₂.</p> <p>Trois d'entre eux ont été retenus dans le cadre de l'inspection, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'équipement de marque TRANE implanté sur l'unité de Touvière, type RTAD165 et n° de série EKS2460, contenant une charge totale de 120 kg de fluide R-134a répartie sur deux circuits soit 171,6 tonnes équivalent CO₂,

- l'équipement de marque TRANE implanté sur l'unité de Touvière, type RTAF175 et n° de série EKY0881, contenant une charge totale de 106 kg de fluide R-134a répartie sur deux circuits soit 151,58 tonnes équivalent CO₂,

- l'équipement de marque YORK implanté sur l'unité de Montdésir, type YCIV0720 et n° de série 2GXM012590, contenant une charge totale de 188 kg de fluide R-134a répartie sur deux circuits soit 268,84 tonnes équivalent CO₂.

D'après les fiches d'intervention présentées le jour de l'inspection, l'équipement de marque TRANE de type RTAD165 et portant le n° de série EKS2460 a fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité dernièrement le 9 mai 2022 et précédemment le 3 février 2022, le 21 mai 2021 et le 4 septembre 2020. Le contrôle d'étanchéité effectué le 9 mai 2022 a mis en évidence une fuite qui a pu être immédiatement réparée et qui a conduit à rajouter 41,1 kg de fluide neuf et à réintroduire 19,9 kg de fluide.

L'équipement de marque TRANE de type RTAF175 et portant le n° de série EKY0881 a fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité le 3 février 2022 et précédemment le 21 mai 2021 et le 4 septembre 2020, sans mettre en évidence de fuite. Un dernier contrôle d'étanchéité a été effectué le 9 mai 2022 et a conduit à détecter une fuite, mais n'a pas donné lieu encore à une fiche d'intervention d'où la nécessité de corriger cette situation (voir le point de contrôle n° 7 ci-dessus).

L'équipement de marque YORK de type YCIV0720 et portant le n° de série 2GXM012590 a fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité non périodique le 6 juillet 2022 avec une fuite immédiatement réparée (15 kg de fluide vierge ajouté), et antérieurement le 3 février 2022 (contrôle d'étanchéité périodique), précédé de plusieurs interventions en décembre 2021, le 9 août 2021 et le 22 juillet 2021 (contrôles d'étanchéité non périodiques), et le 4 septembre 2020 (contrôle d'étanchéité périodique).

D'après les dates des derniers contrôles d'étanchéité effectués, ceux-ci étaient en cours de validité le jour de la visite, au regard de leur périodicité fixée réglementairement à au moins tous les six mois. De plus, il a été constaté que cette périodicité de contrôle d'au moins tous les six mois a été satisfaite entre les deux derniers contrôles d'étanchéité.

S'agissant des contrôles d'étanchéité antérieurs et relatifs aux deux équipements de marque TRANE, la crise sanitaire a pu faire obstacle au bon déroulement des contrôles entre septembre 2020 et mai 2021. En outre, d'après les informations recueillies au cours de l'inspection, le second prestataire et fabricant de ces équipements serait intervenu entre mai 2021 et février 2022 et aurait établi des fiches d'intervention non présentes dans le classeur de rangement. L'exploitant fera parvenir une copie de ces fiches sous un délai d'un mois à l'inspection des installations classées, et prendra soin désormais de bien les conserver dans le classeur.

En tout état de cause, il veillera à l'avenir à respecter strictement la fréquence de contrôle d'étanchéité qui s'impose aux équipements de production de froid concernés par ce contrôle.

Par ailleurs, d'autres équipements de production de froid employés sur le site sont soumis à un contrôle périodique d'étanchéité au moins tous les douze mois, en raison de leurs charges en fluides frigorigènes fluorés comprises entre 5 et 50 tonnes équivalent CO₂.

L'un d'entre eux a été retenu dans le cadre de l'inspection, à savoir l'équipement de marque LENNOX implanté sur l'unité de Montdésir, type FHM 085N et n° de série 269235-1 1/1, contenant une charge totale de 21 kg de fluide R-410A soit 43,85 tonnes équivalent CO₂.

Cet équipement a fait l'objet d'un contrôle d'étanchéité dernièrement le 3 février 2022 et précédemment le 12 août 2021, le 21 mai 2021 et le 4 septembre 2020. Il s'est agi le 12 août 2021 d'un contrôle d'étanchéité non périodique qui a généré 9,5 kg de fluide sous forme de déchet, évacué vers le centre CLIMALIFE - CREALIS situé à 69800 St-Priest (traitement pratiqué R3 : Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants).

Pour ce qui a trait à cet équipement, la validité du dernier contrôle d'étanchéité, le respect de la périodicité de contrôle, ainsi que le contenu des fiches d'intervention examinées n'ont pas soulevé d'observation particulière de la part de l'inspection des installations classées.

Enfin, d'après la liste établie par l'exploitant des équipements de production de froid employés sur le site, un appareil de marque DAIKIN implanté dans le local B 117, type RZQG71L8V1B et portant le n° de série 1301974, n'est pas soumis à un contrôle périodique d'étanchéité alors que sa charge en R-410A de 2,9 kg soit 6,055 tonnes équivalent CO₂ le soumet à ce contrôle au moins tous les douze mois.

L'exploitant a laissé entendre qu'il s'agirait d'un équipement en doublon, déjà recensé dans la liste et bien soumis à un contrôle périodique d'étanchéité au moins tous les douze mois. Si tel est le cas, l'exploitant adressera alors sous un mois à l'inspection des installations classées la liste des équipements corrigée.

Dans le cas contraire, il transmettra sous le même délai à l'inspection des installations classées les fiches d'intervention relatives à l'équipement susmentionné, correspondant aux deux derniers contrôles périodiques d'étanchéité.

Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Produits chimiques - Dispositions en l'absence de fuite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats : Chaque équipement de production de froid examiné au cours de l'inspection comportait une vignette visible (macaron), conforme au modèle prescrit par l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié.</p> <p>Ces vignettes étaient de couleur bleue et en cours de validité pour la plupart, en accord avec les éléments des fiches d'intervention présentées. Une exception a néanmoins été relevée sur un des équipements examinés, qui aurait justifié l'apposition d'une vignette rouge. Il conviendra de se reporter aux points de contrôle n° 7 et 11 pour prendre connaissance de cette exception.</p> <p>Cela étant, il a été observé que la vignette bleue présente sur l'équipement LENNOX de type FHM 085N et portant le n° de série 269235-1 1/1 a été datée de l'année 2022 par le prestataire intervenu, alors que l'année de validité est en l'occurrence 2023 (périodicité de douze mois). Il est rappelé que la vignette doit indiquer la date limite de validité du contrôle d'étanchéité, et non pas la date dudit contrôle.</p> <p>Les mentions portées sur cette même vignette étaient en outre difficilement lisibles le jour de la visite car en grande partie effacées. Le prestataire intervenu devra donc remplacer cette vignette par une nouvelle vignette correctement datée, sous un délai d'un mois.</p> <p>Les prestataires devront aussi faire le nécessaire afin que les mentions portées soient suffisamment résistantes (indélébiles) au moins durant la période de validité des vignettes.</p> <p>De plus, sur plusieurs équipements de production de froid, deux vignettes étaient apposées correspondant aux deux derniers contrôles d'étanchéité. Une telle pratique sera dorénavant à proscrire dans la mesure où l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié impose de substituer une nouvelle vignette à la précédente.</p> <p>Il conviendra que l'exploitant porte ces observations sur les vignettes à la connaissance de ses prestataires, afin que ceux-ci puissent prendre des dispositions pour y répondre.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Produits chimiques - Dispositions en cas de fuite
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité.</p> <p>Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés. La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p> <p>Constats :</p> <p>Aucune vignette de couleur rouge n'a été apposée sur les équipements de production de froid examinés, en accord les éléments des fiches d'intervention présentées (absence de fuite, ou fuite immédiatement réparée).</p> <p>Cependant, selon le prestataire présent au cours de l'inspection (société LANSARD ENERGIE), celui-ci est intervenu dernièrement sur un des équipements de production de froid de marque TRANE employés sur le site et comprenant deux circuits de refroidissement (équipement situé à l'extérieur de l'unité de Touvière, type RTAF175 et portant le n° de série EKY0881). Son intervention l'a conduit à identifier une fuite sur un des deux circuits et à arrêter et vidanger ce dernier en vue d'une réparation ultérieure (attente de pièce). L'autre circuit non défectueux de l'appareil est resté en fonctionnement.</p> <p>Or, outre le fait que le prestataire n'a pas encore établi la fiche d'intervention correspondante, il n'a pas identifié sur l'équipement le circuit nécessitant une réparation comme l'impose pourtant l'arrêté ministériel du 29 février 2016 modifié.</p> <p>Il devra y remédier sous un délai d'un mois, en apposant un marquage amovible sur le circuit défectueux de l'équipement. Ce marquage amovible pourra être constitué par exemple d'une vignette rouge en complément de la vignette bleue déjà présente, dans la mesure où l'autre circuit non défectueux de l'équipement demeure en fonctionnement.</p> <p>L'exploitant portera ces constats et les mesures correctives à engager à la connaissance du prestataire, afin que celui-ci puisse s'y conformer.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/04/2014, article 12 § 1, 3 et 4
Thème(s) : Produits chimiques - Etiquetage des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Les produits et équipements qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés ou qui en sont tributaires ne sont pas mis sur le marché s'ils ne sont pas étiquetés.</p> <p>Ceci s'applique uniquement :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) aux équipements de réfrigération; b) aux équipements de climatisation; c) aux pompes à chaleur; d) aux équipements de protection contre l'incendie; <p>[...]</p> <p>3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou qu'il en est tributaire; b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, le nom chimique; c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz. <p>[...]</p> <p>4. L'étiquette est parfaitement lisible et indélébile et est placée soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) à côté des vannes de service servant à la charge ou à la récupération des gaz à effet de serre fluorés; soit b) sur la partie du produit ou de l'équipement qui contient les gaz à effet de serre fluorés. <p>L'étiquette est libellée dans la ou les langues officielles de l'État membre dans lequel aura lieu la mise sur le marché.</p> <p>Constats :</p> <p>Les équipements de production de froid dont est pourvu le site, chargés en fluide frigorigène fluoré (HFC) et soumis à un contrôle périodique d'étanchéité, doivent comporter une étiquette comprenant diverses informations afin de répondre aux dispositions réglementaires en vigueur.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été observé sur les équipements examinés la présence de la plaque signalétique du constructeur, comportant au mieux le nom du fluide, sa quantité exprimée en poids, ainsi que le potentiel de réchauffement planétaire (Global Warming Potential - GWP en anglais).</p> <p>Ces plaques signalétiques ne peuvent pas se substituer à l'étiquette réglementaire qui en l'occurrence était absente, devant mentionner que l'équipement contient un gaz à effet de serre fluoré, avec l'indication du nom chimique du fluide, de sa quantité exprimée en poids, de sa quantité exprimée en équivalent CO₂, et de son potentiel de réchauffement planétaire.</p> <p>Aussi, l'exploitant devra faire apposer l'étiquette réglementaire sur les appareils concernés de façon visible, lisible et indélébile, au plus tard lors de leur prochain contrôle d'étanchéité, et fera suivre à l'inspection des installations classées des photographies pour justifier de la réalisation de l'opération.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 12mois

N° 13 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R. 543-77
Thème(s) : Produits chimiques - Etiquetage des équipements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les équipements à circuit hermétiquement scellé, préchargés en fluide frigorigène, dont la mise en service consiste exclusivement en un raccordement à des réseaux électrique, hydraulique ou aéraulique, les mentions prévues à l'article 12, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014 sont apposées par les producteurs de ces équipements avant leur mise sur le marché. Pour tous les autres équipements, l'indication doit être apposée par les opérateurs réalisant la mise en service des équipements. Les mentions prévues à l'article 12, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014 sont apposées de façon visible, lisible et indélébile, par les opérateurs sur les équipements déjà en service lors du premier contrôle d'étanchéité effectué au titre de l'article R. 543-79 après le 1er juillet 2016.
Constats : Comme indiqué plus haut, il a été observé le jour de l'inspection que les équipements de production de froid examinés ne comportaient pas d'étiquette conforme à la réglementation en vigueur. Aussi, l'exploitant devra faire apposer cette étiquette réglementaire au plus tard lors du prochain contrôle d'étanchéité des équipements concernés, de façon visible, lisible et indélébile, et fera suivre à l'inspection des installations classées des photographies pour justifier de la réalisation de l'opération.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 12mois

N° 14 : Utilisation d'équipements contenant des fluides frigorigènes fluorés (FFF)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, points 3.2, 3.3 et 4.3 de l'annexe I
Thème(s) : Produits chimiques - Étiquetage équipements - Etat des stocks - Tuyauteries équipements clos
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point 3.2 : Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.</p> <p>Point 3.3 : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p> <p>Point 4.3 : Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (notamment, au moyen de bouchons de fin de ligne). Le calorifugeage des tuyauteries, lorsqu'il existe, du circuit frigorifique des équipements frigorifiques ou climatiques, y compris pompes à chaleur, est en bon état.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur le plan administratif, l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 8 mars 2012, modifié le 13 mars 2015 et le 21 mars 2016, a visé la rubrique n° 4802-2-a (devenue 1185-2-a) sous le régime de la déclaration pour une quantité totale de 607 kg de gaz à effet de serre fluorés ou de substances appauvrissant la couche d'ozone, répartie dans des équipements de production de froid en contenant unitairement plus de 2 kg.</p> <p>D'après la liste fournie par l'exploitant des équipements de production de froid employés sur le site, les appareils concernés représentent aujourd'hui une quantité totale de 929 kg et le régime de classement demeure inchangé. Un courrier préfectoral daté du 4 mars 2022 a pris en compte les dernières évolutions intervenues sur le site.</p> <p>Sur le plan réglementaire, l'arrêté préfectoral d'autorisation susmentionné n'a pas fixé de prescriptions particulières visant l'emploi de gaz à effet de serre fluorés ou de substances appauvrissant la couche d'ozone.</p> <p>Dès lors, l'arrêté ministériel du 4 août 2014 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185, s'impose à la société LABORATOIRES GALDERMA.</p> <p>En accord avec les dispositions de cet arrêté ministériel, l'exploitant a réalisé l'inventaire de tous les équipements de production de froid concernés au sein de l'établissement, au travers de la liste qu'il a établie.</p> <p>Les équipements examinés au cours de l'inspection disposaient de la plaque signalétique du constructeur, indiquant la nature et la quantité du fluide présent.</p> <p>En raison du carénage de ces équipements, une partie de leur calorifugeage a pu seulement être montrée par le prestataire présent, de même que l'obturation des sorties de certaines vannes à l'atmosphère, sans soulever d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet